

Monsieur le président, je viens de recevoir une note me suggérant de répéter la même chose en anglais. Je peux le faire si cela peut plaire à mon ami, le député de Sarnia (M. Cullen): «What I just said in French—the traduction simultanée est bonne en anglais...

[Traduction]

M. Cullen: Puis-je dire seulement, monsieur le président, que j'ai écouté le discours du député en interprétation simultanée et que je n'en ai pas perdu un seul mot.

M. Caouette: Fort bien. Je continue donc en français, monsieur le président.

[Français]

Une voix: Ce n'est pas nécessaire.

M. Caouette: So I go on in French.

Monsieur le président, ceci ne veut pas dire que les Canadiens français n'ont pas également des torts. Nous avons des torts, nous ne sommes pas infaillibles. Nous ne sommes pas non plus des anges; nous sommes des êtres humains comme les autres, et c'est pour cette raison que je dis qu'il est possible, au Canada, de coexister, d'être unis les uns aux autres, en se respectant mutuellement, et que cela ne se fasse pas seulement dans un sens unique. Cela veut dire qu'on doit reconnaître les mêmes droits aux Canadiens d'expression française qu'on est prêts à reconnaître aux Canadiens d'expression anglaise. Et cette situation existe dans la province de Québec depuis la Confédération, depuis 1867.

Dans d'autres provinces, on a assisté à toutes sortes de luttes; je pense aux écoles du Manitoba, de l'Ontario, à l'époque de sir Wilfrid Laurier, qui a servi à endormir les Canadiens français pendant au moins 75 ans, car on disait de lui qu'il avait une langue d'argent. Cependant, alors que les problèmes des écoles du Manitoba ou de l'Ontario étaient discutés ici, à la Chambre, la langue d'argent ne disait pas grand-chose. On a quand même endormi les Canadiens d'expression française avec sir Wilfrid Laurier. On en a fait un mythe, bref, on en a fait presque une religion.

Lorsque j'étais tout petit, mon père, qui était un ardent libéral... (Applaudissements) ... Dans le salon, chez nous, monsieur le président, comme nous étions des catholiques, nous avions le portrait du Sacré-Cœur de Jésus et, à côté, celui de sir Wilfrid Laurier. (Applaudissements) Or, quand venait le temps de nous mettre à genoux pour réciter la prière du soir, nous nous demandions si nous devions nous mettre à genoux devant sir Wilfrid Laurier ou devant le Sacré-Cœur. Les deux semblaient avoir la même importance.

[M. Caouette.]

• (5.40 p.m.)

Monsieur le président, les libéraux connaissent la façon dont on a endormi les Canadiens français dans la province de Québec. On a tenté encore, aux dernières élections, et on y a réussi remarquablement bien, à endormir les Canadiens français en disant du premier ministre actuel (M. Trudeau): Regardez comme il ressemble à sir Wilfrid Laurier! (Applaudissements)

On promenait le premier ministre d'un bout à l'autre du Canada en hélicoptère. On atterrissait dans des cours d'écoles où les petits enfants, en voyant cela, croyaient que c'était le Saint-Esprit qui descendait dans la cour de l'école.

Monsieur le président, on a endormi encore une vaste partie de la population de la province de Québec.

Le très hon. M. Trudeau: Avec le Saint-Esprit.

M. Caouette: C'est ce qu'on a fait, et on continue de le faire.

Monsieur le président, depuis 100 ans, nous avons dû nous débattre et, je répète que cela ne veut pas dire que nous ne luttons pas seulement contre nos défauts, car nous avons également des qualités.

La résolution dont nous sommes présentement saisis est remplie de bonnes intentions, mais il y a aussi un vieux proverbe qui dit: L'enfer est pavé de bonnes intentions. Il y a loin des intentions aux actes. Des intentions, nous en entendons exprimer au Parlement depuis 1962 et cela ne bouge pas tellement vite. Les intentions ne se concrétisent pas tellement vite. C'est pourquoi nous voulons appeler l'attention du premier ministre et du gouvernement sur la possibilité, pour les deux langues, d'être respectées intégralement et partout.

Tout à l'heure, mon collègue de Champlain relatait un fait qui s'est produit ce matin. Trois députés s'en venaient dans la même voiture, d'Eastview vers le Parlement. A un moment donné, ils arrivent à une traverse pour piétons, indiquée par une croix sur une affiche. Cela voulait dire d'arrêter. On pouvait y lire «Pedestrian Crossing». Alors, le député de Portneuf (M. Godin), qui ne parle pas et ne lit pas tellement l'anglais, est arrêté. Or, le policier qui l'a arrêté—je comprends qu'il ne s'agissait pas d'un agent de la Gendarmerie royale, mais d'un policier de la ville d'Ottawa—n'a parlé qu'en anglais. On me dira que cela ne relève pas de la compétence fédérale, mais rien n'empêche qu'Ottawa est la capitale du Canada. Ottawa est habitée par une majorité